

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 17/02/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS

59 rue de Ponthieu  
Bureau 562  
75008 Paris

Références : FRESNES-EN-SAULNOIS\_SEPE\_2026-02-17\_RAPVI\_EAEB\_02547  
Code AIOT : 0006209319

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS implanté CHEMIN DE LA REINE 57170 Fresnes-en-Saulnois. L'inspection a été annoncée le 08/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre d'un suivi d'échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure N°2025-DCAT-BEPE-169.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS

- CHEMIN DE LA REINE 57170 Fresnes-en-Saulnois
- Code AIOT : 0006209319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Fresnes-en-Saulnois est constitué de 5 éoliennes de 100 m de hauteur de mât, d'une hauteur totale de 145 m et de puissance unitaire de 2,3 MW, ainsi que d'un poste de livraison électrique. Il bénéficie du régime de l'antériorité au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et est à ce titre soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sécurité/sûreté
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Levée de mise en demeure
2	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article art 25-I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Gestion des produits stockés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel) et 49 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, produits chimiques	Levée de mise en demeure
4	Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Gestion des déchets produits par le sinistre	AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2025, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de lever les points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure N°2025-DCAT-BEPE-169 à savoir :

- le respect des prescriptions de l'article 18-I de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, imposant de procéder au contrôle périodique des brides de fixation de ses éoliennes.
- le respect des prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatifs aux conditions d'élimination des déchets produits sur le site.
- le respect des prescriptions de l'article 25-II et 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, qui lui impose de tenir à jour l'état des matières stockées, de disposer des fiches de sécurité des produits stockés, et de mettre en place les mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques.

L'inspection des installations classées pour l'environnement propose à M. le Préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure N°2025-DCAT-BEPE-169.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/01/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :</u></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. [...]</p> <p><u>Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-169 du 13 mai 2025 :</u></p> <p>La SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatifs aux conditions d'élimination des déchets produits sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le dernier enlèvement de déchets de maintenance, a été réalisé le 21 janvier 2026, les BSD étaient créés et en cours de remplissage.</p> <p>L'exploitant a présenté les derniers bordereaux de suivis des déchets de maintenance, datés du 19 mai 2025, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,454 t d'huiles usagées,</li> </ul>

<p>- 0,599 t de matériaux souillés</p> <p>- 0,012 t d'emballages souillés,</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 23 janvier 2026, les arrêtés d'autorisation pour l'entreprise de transport et les centres de traitement de ces déchets.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de lever l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susmentionné, l'exploitant respectant les prescriptions sur la gestion de ses déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Capacité de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article art 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/01/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/05/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 25-I de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des <u>installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</u></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les plans du conteneur à déchets faisant mention d'une rétention de 1500L.</p> <p>L'exploitant a présenté les fiches de sécurité et les quantités annuelles des produits utilisés. Les liquides, huiles et liquide de refroidissement, sont des produits d'appoints utilisés pour les remises à niveaux donc non présents systématiquement.</p>

On retrouve ainsi :

- Huile Boite de Vitesse
- Huile de Yaw.
- Huile frein
- Liquide de refroidissement du convertisseur

Il n'y a pas par définition de stockage de liquides neufs dans le container, par contre, on retrouvera les huiles usagées pouvant être récupérées lors des interventions .

Les quantités d'huiles conditionnées en bidon de 20 ou 30 litres sont alors déposées dans le container.

Les déchets sont essentiellement de la graisse et de l'huile. Les quantités annuelles indiquées sont en deçà de 800L.

Le dernier enlèvement d'huiles était pour une quantité de 0,454 kg d'huiles soit moins de 500L.

De plus l'inspection a constaté la présence de 4 bidons de 30L d'huiles sur le site dans le conteneur avec rétention.

La capacité de rétention est conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Gestion des produits stockés

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel) et 49 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, risques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, produits chimiques
- date d'échéance qui a été retenue : 13/08/2025

**Prescription contrôlée :**

Article 25-II de l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Article 49 partiel de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées [...]

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre

document équivalent [...]

Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-169 du 13 mai 2025 :

La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 25-II et 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, dans un délai de 3 mois, qui lui impose de tenir à jour l'état des matières stockées, de disposer des fiches de sécurité des produits stockés, et de mettre en place les mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques.

**Constats :**

L'exploitant a présenté un registre des produits utilisés et les fiches de sécurité correspondantes.

On retrouve ainsi :

- Huile Boite de Vitesse
- Huile de Yaw.
- Huile frein
- Liquide de refroidissement du convertisseur

Il n'y a pas de stockage de liquides neufs dans le container,

Les produits potentiellement présents sont essentiellement des déchets de graisses et huiles.

Dans le conteneur l'exploitant a affiché les règles de compatibilité des produits utilisés.

Un classeur reprenant toutes les fiches de sécurité est à disposition à l'intérieur de conteneur.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susmentionné. L'exploitant a présenté l'état des stocks de son local déchets, et les fiches de sécurité des produits utilisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 4 : Contrôle des brides de fixation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, risques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 13/08/2025

**Prescription contrôlée :**

<p>Article 18-I. de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :</p> <p>[...] suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât [...] Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-169 du 13 mai 2025 :</p> <p>La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 18-I de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, qui lui impose de procéder au contrôle périodique des brides de fixation de ses éoliennes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de maintenance des brides de fixation.  Une reprise complète des brides a été réalisée le 25 et le 27 mai 2025 pour les 5 éoliennes du parc.  Aucune anomalie n'est à constater.  L'inspection a contrôlé par sondage des brides. Elles apparaissaient conformes, avec un marquage de serrage visible.  L'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susmentionné, l'exploitant respectant les modalités de contrôle des brides de fixations de ses installations</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 5 : Gestion des déchets produits par le sinistre

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2025, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des débris de pale</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets issus du sinistre sont évacués vers une ou des installations autorisées à les recevoir.</p>



L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées, <b>dans le délai maximal de 3 mois</b> à compter de la date de notification du présent arrêté, les justificatifs d'élimination de ces déchets vers des installations autorisées à les recevoir.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté des BSD datés du 22 et 23 octobre 2025 pour les enlèvements de terre et cailloux, consécutifs à un second nettoyage des parcelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis par mail du 16/01/2026 un acte de cautionnement de 510 634 euros sur la période du 01/01/2024 au 31/12/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite